



# Quelle école pour le Burundi ?

Ce qu'il faut retenir de notre Space du 24 septembre 2023

## Quelle école pour le Burundi ?

Dimanche **24 septembre 2023**

A partir de 19h



**KAZE  
NEZA**

Avec *Huguette  
Kazeneza*



Rejoignez #YagaSpace

X @YBurundi

# I. Introduction

Au lendemain de la rentrée scolaire et une année après les Etats généraux de l'éducation, les usagers de X (Twitter) ont fait un focus à travers un "space" sur les enjeux du système éducatif burundais.

## Evidences contextuelles:

### Qu'est ce qu'un space ?

Le mot "Space" veut dire "Espace" en anglais. Il désigne une fonctionnalité de l'application X (anciennement appelé Twitter) qui permet à plusieurs personnes de discuter/débattre sur un sujet de façon publique et virtuelle. Depuis le mois de Septembre, Yaga se propose d'offrir à la twittosphère un tel espace de façon mensuelle.

- **73 824 candidats** ont passé le Concours National de fin du cycle fondamental au cours de l'année scolaire 2022-2023
- La note minimale de réussite au Concours National Edition 2023 est de **68/200**; soit **34%**
- **85% des candidats** ont réussi au Concours National Edition 2023
- Seuls **21 678** (-30% des candidats) ont eu 50%
- Un des défis déclaré par le Ministère de l'éducation est le taux de redoublement qui reste élevé au Burundi

## II. Présentation du sujet

Le thème "Quelle école pour le Burundi?" a été le fil conducteur de la conversation. Il faut noter que ce space a eu lieu une semaine après le début de l'année scolaire 2023-2024 au Burundi. Un début marqué encore une fois par de nombreuses inquiétudes concernant les problèmes qui affectent l'éducation burundaise, tels que les effectifs pléthoriques des élèves, le manque de manuels et de matériel didactique, le manque d'enseignants, l'inadéquation des enseignements avec les besoins du marché du travail, et d'autres défis.

Yaga, en tant que plateforme de rencontre des voix qui s'expriment sur le Burundi, a voulu donner une opportunité à ceux qui le souhaitent, afin qu'ils puissent s'exprimer via X (ex- Twitter) sur l'état de l'éducation au Burundi. Ils ont également été invités à formuler des recommandations pour améliorer la qualité de l'éducation burundaise dans l'objectif de permettre aux enfants du pays de devenir les bâtisseurs d'un Burundi développé et de faire face à la concurrence régionale et mondiale de plus en plus accentuée par les technologies de l'information et de la communication (TIC).

## II. Interventions clés

### Blaise Baconib :

- Il affirme que le Burundi ne peut pas continuer à être un laboratoire pour les politiques éducatives appliquées de manière tâtonnante. Il suggère la conduite des études de base pour évaluer les conséquences et la faisabilité des nouveaux/elles programmes/politiques en provenance de l'extérieur.
- Il suggère la mise en place d'une commission de suivi des cursus pour évaluer si les matières enseignées et les filières proposées sont adaptées aux besoins du marché et les ajuster progressivement.

### Daniel Ngabire :

- Il regrette l'enthousiasme pour les écoles de formation professionnelle et technique sans que des équipements nécessaires leur soit fourni.
- Il trouve que les investissements réalisés dans le domaine de l'éducation ne sont pas à la hauteur des besoins.

### Richard Ndayishimiye :

- Il recommande que le gouvernement consacre au moins 15% du budget général au secteur de l'éducation, conformément aux recommandations de l'UNESCO.
- Il insiste sur la nécessité de veiller à ce que cet argent soit réellement utilisé pour répondre aux besoins importants du secteur de l'éducation, plutôt que de couvrir les frais de fonctionnement.
- Il suggère que le gouvernement envisage d'instaurer une taxe de soutien à l'éducation sur les produits de luxe pour financer le secteur de l'éducation.

### Wilson Lixon

- Il souligne l'importance de la transparence dans les processus de recrutement des enseignants.

### Dj Jackson :

- Il affirme que le secteur privé a une obligation envers le secteur éducatif, car c'est de là qu'émergent les employés de demain. Il appelle donc l'Etat à mettre un accent particulier sur un partenariat avec le secteur privé dans le domaine de l'éducation.

### Landry Ninteretse :

- Il souligne que tant que les enseignants ne seront pas valorisés et ne bénéficieront pas de bonnes conditions de travail, la qualité d'enseignement en souffrira.

## IV. Recommandations

A la lumière des interventions ci-dessus et bien d'autres encore partagées pendant le Space, nous formulons les recommandations suivantes à l'endroit de tous les acteurs gouvernementaux ainsi que leurs partenaires techniques et financiers impliqués dans le domaine de l'éducation:

**1. Investissement dans la formation des enseignants et la rétention du personnel** : Il est essentiel d'investir dans la formation de nouveaux enseignants et de mettre en place des incitatifs pour attirer et retenir le personnel enseignant. Ces incitatifs peuvent comprendre une amélioration des conditions salariales et des conditions de travail, des opportunités de formation continue et de perfectionnement professionnel.

**2. Mise à jour des curricula** : Les programmes d'études doivent être revus pour répondre aux besoins du marché du travail local. Cela pourrait impliquer une plus grande emphase sur les compétences techniques et professionnelles, ainsi que l'éducation à l'entrepreneuriat.

**3. Amélioration de l'infrastructure éducative** : Les écoles, en particulier les écoles techniques, ont besoin d'investissements pour améliorer leur équipement et leurs installations. Ici, le rôle des partenaires du gouvernement, y compris le secteur privé, est incontournable.

**4. Réduction des effectifs dans les classes** : Des efforts doivent être consentis pour réduire le nombre d'élèves par classe. Cela pourrait impliquer la construction de plus d'écoles, l'embauche de plus d'enseignants, ou l'utilisation de technologies d'apprentissage en ligne pour compléter l'enseignement en classe.

**5. Renforcement de la confiance dans le système éducatif** : Il est important de travailler à la restauration de la confiance dans le système éducatif. Cela pourrait être réalisé par une plus grande transparence et responsabilité, des évaluations régulières de la qualité de l'enseignement, et l'implication des parents et de la communauté dans les décisions éducatives.

**6. Partenariats et collaborations** : Le gouvernement devrait chercher à établir davantage plus de partenariats avec les ONGs, le secteur privé ainsi que d'autres gouvernements afin de bénéficier de leur expertise et leur soutien. Ces partenariats pourraient aider à financer des initiatives éducatives, à fournir du matériel didactique, à former des enseignants et à améliorer l'infrastructure.

## “Quelle école pour le Burundi?”

Les chiffres démontrent à quel point cette question interroge et inquiète les Burundais. A l’heure où nous produisons ce rapport, plus de 1 400 personnes ont déjà écouté la conversation, toujours disponible sur le compte X de Yaga (Enregistrement à écouter [ici](#)).

Dans cette conversation qui a duré environ une heure et trente minutes, 23 personnes sont intervenues soit en commentaires soit en direct durant le Space.

*Nous remercions tout participant pour sa contribution.*

E-mail: [info@yaga-burundi.com](mailto:info@yaga-burundi.com)

Tel: (+257) 22 27 97 97

Site web: <https://www.yaga-burundi.com>

Facebook: Yaga

X: @YBurundi

Instagram: yaga\_burundi

TikTok: @yagaburundi